

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 403. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome III : ETAM

(4^e édition. – Juin 2003)

ACCORD « SALAIRES » DU 10 DÉCEMBRE 2004
(LIMOUSIN)

NOR : *ASET0550169M*

IDCC : *403*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Limousin ;

La fédération départementale des travaux publics et de la construction
« TP 19 » ;

La fédération départementale des travaux publics et de la construction
« TP 23 » ;

La fédération départementale des travaux publics et de la construction
« TP 87 » ;

Le syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;

Le syndicat des entreprises de génie électrique (SERCE) ;

La délégation régionale du syndicat national des entrepreneurs de canalisa-
teurs de France,

D'une part, et

CFE-CGC ;

CFDT ;

FO,

D'autre part,

en application de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collec-
tive nationale des ETAM de travaux publics du 21 juillet 1965, les barèmes
des salaires minimaux des ETAM de travaux publics sont établis dans les
conditions suivantes.

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2005, pour les ETAM des entreprises de travaux publics quel que soit leur horaire de travail, les salaires minimaux annuels base 35 heures sont fixés comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	MINIMUM ANNUEL APPLICABLE (base 35 heures)
Employés :	
A	15 137
B	15 975
C	17 808
D	18 856
Techniciens, agents de maîtrise :	
E	20 637
F	22 837
G	25 769
H	26 713

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

Le barème établi sur la base des 35 heures n'inclut pas les heures supplémentaires (principal et majorations).

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2005.

Article 3

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé, en 2 exemplaires, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Limoges, de Guéret et de Tulle et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Limoges conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Limoges, le 10 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)